

Action du 17 janvier 2017

FO ne participera pas

À une action artificielle, nous opposons une élaboration collective.

Pour la défense de nos entreprises, de nos emplois, du Statut national du personnel des IEG.

Pour FO Énergie et Mines, la situation faite aux agents des Industries Électriques et Gazières, les menaces pesant sur les Services Publics de l'Énergie, sur le Statut national, méritent que **les actions à engager soient construites à partir des préoccupations premières du personnel.**

Nous ne saurions donc nous engager dans une journée d'action « fourre-tout », telle celle du 17 janvier.

Parce qu'il est évident que la conscience de nos collègues est vive, prétendre imposer une action artificiellement serait inefficace, contre-productif.

Les annonces de suppressions de postes dans les différentes entreprises, les sites d'ores et déjà fermés ou les fermetures annoncées, le 0 % historique portant au SNB est un coup annonciateur d'un recul du pouvoir d'achat. . .

L'unité est et sera indispensable, mais c'est à partir des préoccupations premières du personnel qu'elle pourra se construire.

FO Énergie et Mines l'exprime depuis des mois : nous ne nous retrouvons pas dans les dispositions que les employeurs entendent faire valider aux organisations syndicales pour « soi-disant » sauver nos Activités sociales.

Jusqu'à ce jour, rien n'a changé concernant le périmètre de financement que seule FO dénonce. Il est inadmissible que des entreprises concurrentes, favorisées par la caution des pouvoirs publics, n'y participent pas. C'est ce qui explique que nous ayons en ce sens engagé une procédure judiciaire contre Direct Énergie. Ainsi, nous sommes la seule organisation lancée dans cette bataille.

Comment pourrions-nous cautionner la proposition des employeurs d'un financement prenant en compte des critères, telle la masse salariale, lorsque des milliers de suppressions d'emplois sont annoncées dans les entreprises historiques de l'énergie ? **L'équation n'est pas viable.**

Il ne s'agit pas seulement de déplorer la baisse d'une enveloppe financière. Pour mémoire, les Activités sociales avaient pu bénéficier de 500 millions d'euros pour la première fois de leur histoire en 2013. Le montant est calculé, à partir d'un prélèvement de 1 % sur les résultats des entreprises (article 25 du statut). Il est ainsi, par définition, variable.

Les motifs majeurs de mobilisation des agents des IEG sont ceux qui permettront de viabiliser les Services Publics de l'Énergie et les conditions dans lesquelles le personnel pourra construire un avenir rassurant.

Action du 17 janvier 2017

FO ne participera pas

Pas un jour ne se passe sans que l'on entende l'annonce de fermetures de sites, voire même de leur vente comme cela fut le cas de 130 structures du Groupe EDF bradées récemment.

Les annonces de suppressions d'emplois à EDF, chez les distributeurs ou chez Engie se comptent par milliers. Les salariés savent que ces suppressions, outre le fait de fragiliser nos entreprises, aggraveraient les conditions de travail.

Les orientations des employeurs, totalement décomplexés, présentent les pires menaces pour notre pouvoir d'achat, nos emplois, nos retraites.

POUR FO ÉNERGIE ET MINES, LA MOBILISATION ET LA RÉSISTANCE NE PEUVENT ÊTRE DICTÉES

L'élaboration des revendications doit venir des premiers concernés. Nous invitons donc les agents à se rapprocher de leurs représentants FO, afin d'exprimer leurs préoccupations majeures.

La démocratie syndicale favorise l'émergence de revendications collectives. De nos fondamentaux elle est la pierre angulaire.

Participer avec FO au développement du rapport de force sera indispensable à la défense de nos entreprises, de nos emplois, du Statut National du personnel des IEG.